

La longue cavale de Félicien Kabuga: un quart de siècle de complicités

Colette Braeckman

Le Soir Blog, 24 mai 2020

Lorsqu'un vieil homme courbé par les ans, la voix éteinte, le pas hésitant, comparaitra bientôt devant la justice internationale, les témoins auront du mal à associer cette image de décrépitude avec la longue histoire de haine, de violence et de mensonges de Félicien Kabuga, l'un des « génocidaires » les plus longtemps recherchés, les plus longtemps actifs.

Lorsqu'il voit le jour voici 84 ans, sur une colline proche de Ruhengeri, au pied des volcans, Félicien Kabuga est le fils d'un paysan pauvre qui appartient au groupe des Abakiga, les Hutus du Nord, frustrés par le colonisateur belge qui avait commencé par donner le pouvoir aux Tutsis. Grands, forts, combattifs, les Hutus du Nord serrent les rangs autour de Juvénal Habyarimana, originaire de la même région et surtout autour de son épouse Agathe Kanziga. Cette fille issue d'une famille noble espère retrouver son rang social en épousant un jeune militaire plein d'avenir. Petit commerçant au départ, Kabuga est doué pour les affaires, le commerce du thé, l'import export, la friperie. A la veille du génocide, celui qui est considéré comme l'homme le plus riche du Rwanda, actionnaire et fondateur de la Radio des Mille Collines, fournit les pièces de tissu bariolé qui seront l'uniforme des Interhahamwe et il fait venir de Chine 50.000 machettes, qui ne serviront pas d'outils agricoles mais seront distribuées aux miliciens.

S'il est devenu membre éminent de l'Akazu, « la petite colline », c'est-à-dire le clan présidentiel, c'est avant tout par cooptation familiale. Car ce père de onze enfants a bien « placé » sa progéniture : l'une de ses filles a épousé Jean-Pierre, le fils aîné d'Habyarimana, une autre a choisi Augustin Ndirabatware qui était l'influent ministre du Plan, un autre des beaux fils est Fabien Singaye que l'on retrouvera dans les années 90 comme deuxième secrétaire à l'ambassade du Rwanda en Suisse. Accusé d'espionner l'opposition rwandaise en exil, il sera expulsé et mettra ses talents au service de la France.

Aujourd'hui la famille nombreuse s'est repliée en Europe : quelques enfants résident dans la banlieue parisienne, d'autres en Angleterre mais neuf d'entre eux, naturalisés belges dès les années 2000, sont domiciliés entre Neder Oven Hembeek, Halle, Waterloo... Depuis longtemps les enquêteurs de la justice internationale estiment que cette fratrie représente la meilleure piste pour remonter jusqu'au père. Albert Toch, qui fut longtemps enquêteur pour le TPIR se souvient d'un échec fracassant : « en 2017, nous avons supposé que Kabuga tenterait d'assister aux obsèques de son épouse et, pensant l'intercepter, nous avons entouré l'église de Waterloo. Mais nous sommes rentrés bredouilles. » Jusqu'à son arrestation, c'est le noyau familial qui a longtemps protégé l'ancêtre : durant plusieurs années, le vieux monsieur taciturne a vécu, très discrètement et en mauvaise santé, dans un appartement d'Asnières, (Hauts de Seine). Les temps ayant changé, la police française, bien décidée à répondre aux requêtes du procureur Serge Brammertz, à la tête du « Mécanisme » qui a succédé au Tribunal Pénal international sur le Rwanda, avait placé les lieux sous écoute téléphonique. Le confinement pour cause de Covid 19 a fait le reste : « une fois qu'on a eu de bonnes raisons de penser qu'il y avait quelqu'un

d'autre dans l'appartement, on a décidé d'ouvrir la porte » raconte à la presse le colonel Eric Emeraux « mais on n'était pas sûr de ce qu'on allait trouver ». Après avoir enfoncé la porte, les 16 policiers d'élite du peloton d'intervention de la garde républicaine ont ainsi découvert l'un des hommes les plus recherchés de la planète, pour lequel les Américains avaient promis de 5 millions de dollars à celui qui aiderait à le retrouver.

Comment, malgré un mandat d'arrêt international, une notice rouge d'Interpol et une telle prime, Kabuga a-t-il pu, durant un quart de siècle, déjouer les limiers rwandais et les enquêteurs du TPIR ? Le comment, c'est aussi le pourquoi.

Le commerçant enrichi, le fondateur de la radio des Mille Collines, l'homme qui, à travers le Fonds de défense nationale assurait la logistique des Interhahamwe et contrôlait les entreprises d'Etat était aussi un homme qui savait cultiver ses relations et qui entretenait des contacts au plus haut niveau, à Kinshasa, au Kenya, en Suisse, en Allemagne, en Belgique... Sans oublier la France qui dès avril exfiltre sa femme et ses enfants, réfugiés à l'ambassade. Au lendemain de la victoire du FPR, en juillet 1994, Kabuga s'envole pour la Suisse où son gendre Singaye a mis sa fortune en lieu sûr. Après son expulsion de Suisse, en août 94 il est renvoyé au Zaïre puis on le retrouve au Kenya, un pays où il compte de nombreuses relations d'affaires. Il y est protégé par le président Arap Moi, qui accueille aussi la veuve d'Habyarimana, Agathe Kanziga. A Nairobi, résidant dans le quartier Karen, une zone résidentielle, Kabuga ne se contente pas de veiller sur sa famille et sur sa fortune, mettant dans la balance les 20 millions de dollars dont il dispose et qu'il utilise pour s'acheter des protections, il s'emploie aussi à préparer une offensive pour chasser le FPR de Kigali.

« Le 18 juillet 1997, nous l'avons manqué de justesse » se souvient Albert Toch, qui à l'époque travaillait pour le TPIR. « Nous avons encerclé le quartier où il vivait mais il réussit à s'enfuir de justesse et cette opération ratée fit un mort. » C'est durant son séjour au Kenya que Kabuga monte un puissant réseau à la fois commercial et militaire et on retrouvera la trace de l'homme d'affaires à Madagascar. Car lorsque l'armée d'Habyarimana franchit la frontière du Kivu, à la faveur de l'Opération française Turquoise, elle emmène avec elle les coffres et les dossiers de la Banque nationale du Rwanda, les documents de l'Etat et surtout les armes de l'armée vaincue.

Militaires et officiers sont accompagnés de milliers de miliciens Interhahamwe qui se réorganiseront dans les camps de réfugiés du Kivu, nourris sinon protégés par l'aide internationale. Kabuga veille au financement de la « reconquista » et, explique le journaliste du Monde Jean-Philippe Remy, il met sur pied un vaste réseau fondé sur l'exploitation des matières premières de l'Est du Congo, dont le coltan du Kivu. Ce qui lui permet d'acheter les armes de la milice hutue qui prendra le nom de FDLR (Forces démocratiques pour la libération du Rwanda). Cette « armée de la forêt » sèmera la terreur au Kivu jusqu'à ce qu'en 2020 des opérations menées par l'armée congolaise avec le probable soutien de conseillers rwandais lui infligent de sérieux revers, asséchant du même coup les sources de financements et privant Kabuga d'une partie de ses moyens. Comme par hasard les plus audacieux des FDLR portent le nom de « CRAP » (commandos de recherche et d'action en profondeur), un acronyme qui est celui des forces spéciales françaises.

Après le Kenya, doté de 28 passeports différents, Kabuga voyage et séjourne en Europe : la justice internationale retrouve sa trace en Allemagne (où les FDLR ont leur quartier général) au Grand Duché de Luxembourg, en Belgique du côté d'Arlon. A Francfort, où il venait de subir une opération, il échappe de justesse à une filature, mais l'un des enquêteurs se souvient avoir vu son gendre piétiner une clé USB pour tenter de la détruire : »nous avons tout de même pu

retrouver sa fiche d'admission à l'hôpital et la photo figurant sur son passeport, la même qu'aujourd'hui... »

En France, Kabuga peut compter sur l'appui de son gendre Fabien Singaye. L'ancien diplomate a de l'entregent : il connaît François de Grossouvre, (l'ami de François Mitterrand, « suicidé » le 7 avril 1994), il s'est lié d'amitié avec Paul Barril, alias « Bravo », l'ancien chef du GIGN qui reconnaîtra dans ses mémoires avoir été en opération sur une « colline perdue d'Afrique » la nuit du 6 avril 1994. C'est Barril qui demandera à Singaye de traduire les échanges radio à l'aéroport de Kanombe dans les minutes qui suivirent l'attentat contre l'avion présidentiel et c'est lui aussi qui présentera cet homme bien informé au juge Bruguière qui le désignera comme traducteur. Sans s'être rendu au Rwanda mais disposant d'un informateur de premier plan, qui lui traduira les dépositions de plusieurs transfuges, le magistrat, sans surprise, conclura à la responsabilité du FPR dans l'attentat contre l'avion présidentiel . Par la suite, cette thèse sera mise à mal par le juge français Trevidic qui, lui, avait enquêté sur le terrain.

Par la suite Fabien Singaye travaillera pour la société française Areva ainsi que pour Georges Forrest, (nous le rencontrerons lors d'une réception organisée par l'homme d'affaires). Il conseillera aussi les présidents Bozize puis Touadéra en Centrafrique. Si les enquêteurs veulent remonter le fil des relations de Kabuga en France et dénouer le réseau de ses protections, la piste de Fabien Singaye devrait les mener aux avant postes de la « Franceafrique » , au pied de la « pyramide du mensonge » édiflée en bord de Seine depuis un quart de siècle.

Elle les mènera aussi vers une petite maison de Courcouronnes dans l'Essonne où réside Agathe Habyarimana, protégée par l'Etat français qui a rejeté la demande d'extradition présentée par Kigali. Un homme d'affaires belge Filip Saks se souvient d'y avoir régulièrement rencontré Jean-Luc Habyarimana en compagnie de Fabien Singaye, lors de réunions consacrées à des négociations financières visant à créer en Afrique une fondation humanitaire. Saks se retira lorsqu'il apparut que le véritable objet de la fondation et des collectes de fonds était la poursuite de la guerre et le renversement du régime de Kigali.

S'il est transféré à La Haye, Kabuga racontera-t-il tout cela ? Les enquêteurs en doutent : l'homme est âgé, malade, les preuves de son implication, remontant à un quart de siècle, seront difficiles à établir. Quant aux éléments plus récents, portant sur les appuis dont le financier du génocide a disposé en Europe, qui, -à part les victimes-, tient réellement à connaître une vérité qui dérange ?